

Afrique : les bons et les mauvais serviteurs de l'Occident

« La meilleure manière de tenir en respect les peuples barbares est de les pousser à s'entretenir indéfiniment dans des guerres intestines. »

Vieux principe chinois de politique étrangère.

Théâtre à l'ère de l'économie mondialisée d'une vive confrontation entre les forces et puissances étrangères dominatrices et le nationalisme africain authentique, l'Afrique se retrouve désormais en proie à des guerres civiles et des conflits armés aux implications internationales insoupçonnées.

Contrairement aux proclamations d'innocence des dirigeants des grandes puissances industrielles impliquées jusqu'au cou dans ces guerres civiles et conflits armés et à leurs dénonciations rendant les Africains principalement responsables de leurs malheurs, ce sont d'abord leurs agissements marqués par la ruée vers les sources de matières premières dont regorgent les contrées africaines qui sont aux origines de l'état de guerre permanente que vivent actuellement bien des régions africaines. Tenace, le but de guerre poursuivi par l'étranger dominateur est simple : pour avoir un accès facile aux sources d'énergie et de matières premières vitales pour la croissance et la prospérité des sociétés industrielles confirmées, il faut une Afrique déstabilisée sans Etats forts susceptibles d'imposer des règles de conduite aux forces et puissances étrangères notamment aux sociétés transnationales, avides de ses prodigieuses ressources naturelles. Comme aux débuts du capitalisme concurrentiel, il s'agit de ramener le continent noir à l'état de sociétés acéphales pour permettre aux compagnies multinationales capitalistes d'exploiter à moindres coûts les matières premières qui leur sont indispensables.

A défaut de chefs d'Etat africain capables d'imposer à leurs peuples les conditions féroces d'exploitation exigées par la mondialisation fondée sur le libéralisme généralisé et le libre-échange, les nations industrielles avancées font « amies amies » avec des rebelles disposés à jouer leur jeu. Mais, dès que ces derniers s'affirment porteurs d'un véritable nationalisme libérateur et modernisateur, elles les vouent aux gémonies et les combattent comme des criminels voire des terroristes.

DES REALITES GEOPOLITIQUES AFRICAINES ACTUELLES.

Au regard des guerres et conflits qui ensanglantent, l'Afrique rien n'est plus faux que l'idée de la fin des idéologies et le concept d'une réalité mondiale désormais fondée sur la promotion bien comprise des intérêts de tous les peuples et nations de la Terre. La culture occidentale, faite de compétition, de concurrence et de combat pour la vie et les exigences de la société industrielle sont là pour démontrer que la vie internationale reste sous l'effet de la permanence de la ruée des hommes, des peuples et des nations vers les sources mondiales de richesses.

Ainsi, considérée dès le début du capitalisme concurrentiel comme champ d'expansion des nations industrielles l'Afrique se retrouve plus que jamais condamnée à servir d'appendice économique des sociétés industrielles avancées appartenant principalement à la communauté des peuples de souche européenne. A l'ère de l'économie mondialisée, ses potentialités naturelles et humaines ne cessent d'attirer les convoitises des pays industrialisés. Elles apparaissent vitales pour le maintien de la croissance économique mondiale et, dans l'empire-monde que la révolution des transports et des communications construit pour le compte des nations dominatrices, chaque peuple voire chaque continent se voit obligé de gré ou de force d'apporter ses ressources au grand banquet de la vie.

Principales promotrices assurées d'en être les grandes bénéficiaires, les vieilles puissances industrielles confirmées, notamment, les peuples de souche européenne conduits désormais par les Anglo-Saxons associés à des Hébreux dans la même communauté de destin se font les chantres du libéralisme généralisé et du libre-échange qui sont les dogmes fondateurs de la mondialisation de l'économie. Avec des forces de production aux capacités décuplées par les progrès scientifiques et techniques et par les innovations technologiques, elles sont en mesure d'inonder le marché mondial des produits manufacturés à des prix concurrentiels.

Grâce à l'énorme avance technique acquise sur les peuples des contrées peu développées et le grand écart de développement entre les pays de la Terre, les nations industrielles hissées au faite de la puissance économique à l'ombre du protectionnisme douanier peuvent se permettre d'exiger aujourd'hui le libre jeu de la concurrence entre les économies nationales et de chanter les bienfaits du libre-échange généralisé : un espace économique mondial unifié avec des règles qui s'imposent à tous, telle est la carte économique planétaire désormais voulue par les puissances industrielles

avancées et garantie par l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Il n'empêche que cette nouvelle architecture économique mondiale est antagonique des ambitions de modernisation industrielle des pays peu développés. Elle leur est imposée de force. Lourdemment endettés auprès des institutions financières privées ou publiques des nations industrielles confirmées, les pays débiteurs n'avaient pas la choix : ou ils se soumettent sans rechigner aux diktats des créanciers, ou ces derniers, forts de leur bon droit de créanciers, les font plier de force. L'histoire est là pour montrer que les Etats créanciers n'hésitent pas à utiliser des sanctions économiques ou la force militaire pour faire plier les mauvais payeurs.

Financièrement étranglée et économiquement exsangue, l'Afrique apparaît sans force et les mains liées au grand banquet de la vie et la géopolitique mondiale. N'en déplaie aux tenants des impostures intellectuelles du genre, les matières premières ne sont plus d'une utilité capitale dans le développement et la croissance des sociétés post-industrielles ou si l'Afrique disparaissait corps et biens, l'humanité n'en souffrirait pas pour autant, les potentialités naturelles et les ressources humaines du continent noir restent à l'échelle mondiale des facteurs de puissance convoités avidement par les nations industrielles avancées, grands ordonnateurs de la politique mondiale. La dynamique démographique de l'Afrique avec pour conséquence un accroissement naturel élevé constitue un défi pour les dirigeants des économies industrielles confirmées. Peu enclins à accepter l'idée d'un partage équitable des ressources naturelles, ils voient dans la vitalité démographique des Africains et dans leurs ambitions d'industrialisation des obstacles pour la croissance et la prospérité dans leurs pays.

A ce titre, l'enjeu des sources d'énergie et des autres matières premières ne saurait être négligé. Classées parmi les toutes premières sources mondiales de richesses, les potentialités naturelles restent l'objet de vives convoitises. Y accéder aux moindres coûts pour en tirer des profits substantiels a toujours été le but de guerre prioritaire des dirigeants des grandes nations industrielles et des grandes compagnies commerciales.

Dans cette optique, l'espace géographique africain constitué d'Etats modernes, puissants et forts, capables d'en imposer aux nations industrielles avides des ressources africaines est désormais inacceptable pour les zéloteurs d'une économie mondialisée. Contre les hommes d'Etat africains, pétris de nationalisme libérateur et modernisateur, il faut dorénavant opposer des gouvernants ou chefs rebelles sans conscience nationale affirmée et viscéralement hostiles au réaménagement de l'espace géographique africain en de vastes constructions politiques stables, modernes et puissantes. Leur mission : déstabiliser les sociétés africaines constituées et y entretenir l'instabilité permanente afin de casser la dynamique démographique africaine et, dans le même temps, permettre aux nations industrielles avancées d'exploiter aux moindres coûts les ressources naturelles africaines.

Sur l'échiquier planétaire toujours marqué par le combat pour l'hégémonie, la géopolitique de la mondialisation impose à l'Afrique et aux Africains l'instabilité récurrente par le biais des guerres civiles, des conflits armés et de rébellions aux missions clairement définies.

DES BONS REBELLES INCONSCIENTS.

Tant qu'il jouait le jeu comme pion de l'impérialisme occidental dans la lutte contre l'expansionnisme de la Russie soviétique en Afrique australe, Jonas Savimbi, président de l'Union nationale pour l'indépendance de l'Angola (UNITA), était «le combattant de la liberté » et le bon rebelle, choyé dans les chancelleries occidentales. Mais, il a suffi qu'à l'effondrement de la Russie soviétique et à la disparition de la menace communiste en Afrique australe au début des années 1990, le président de l'UNITA apparaisse sous le visage du nationaliste africain authentique et d'homme d'Etat exceptionnel, nourrissant des ambitions de modernisation industrielle, de grandeur et de puissance pour les Angolais et les Africains, pour qu'il devienne pour les dirigeants occidentaux l'incarnation du diable et, à ce titre, voué aux gémonies.

Le constat est ainsi clair : seuls les intérêts mènent le monde et tout individu comme tout Etat fait la politique de ses intérêts.

Considéré comme un obstacle majeur aux intérêts vitaux des Etats-Unis par un décret présidentiel signé par le président américain William Jefferson Clinton, l'UNITA souffre dès lors de l'hostilité déclarée des gouvernants américains. Son chef charismatique est dorénavant le mauvais rebelle qui doit sa survie à une extraordinaire capacité d'organisation et d'action qui font de lui un des rares hommes d'Etat africains authentiques des Temps contemporains.

De même, il a fallu que surgisse, le 24 décembre 1989, le Libérien Charles Taylor comme chef d'un National Patriotic Liberation Front (NPLF) engagé dans la lutte armée pour soustraire le Libéria de l'emprise anglo-saxonne et particulièrement américaine, pour qu'il soit aussitôt qualifié de mauvais rebelle dangereux. Soutenu en douce par les Français, rivaux des Anglo-Américains ainsi que par les dirigeants africains hostiles à l'impérialisme anglo-américain triomphant, Charles Taylor et son NPLF se verraient barrer la route du pouvoir pendant près de huit années par des milices financées, armées et encadrées par les Américains et les Britanniques.

Vaincus en 1998 au cours d'élections libres, transparentes et démocratiques, les Américains, les Britanniques et leurs supplétifs libériens se soumièrent difficilement au verdict des urnes. Décidés à en découdre avec le chef guérillero libérien qui ne put se muer en homme d'Etat mais s'est plutôt révélé piètre chef d'Etat, les Anglo-Américains, revanchards, le mirent en quarantaine et, avec la bénédiction de l'ONU, lui imposèrent des sanctions. Dans le même temps, ils montèrent contre lui dès 1999, de bons rebelles dénommés, les Libériens unis pour la réconciliation et la démocratie (LURD), aujourd'hui très actifs sur le terrain militaire.

Entre temps, en Sierra Leone, les Anglo-Américains firent tout leur possible pour s'opposer à la conquête du pouvoir par les rebelles du Revolutionary United Front (RUF) du caporal Foday Sankoh, entrés en guerre en 1991 avec le soutien actif du NPLF de Charles Taylor. Imposant en 1995 à Freetown leur créature Ahmad Tejan Kabbah comme président du pays à l'issue de pseudo-élections démocratiques, manipulant et les Nations-Unies et les Casques bleus, intervenant directement sur le terrain en reconstituant et en encadrant une armée de supplétifs à leur service et en appuyant les actions militaires controversées des milices armées constituées par les chasseurs traditionnels Kamajors, les Anglo-Américains ne cachèrent pas leur but de guerre : en finir avec les mauvais rebelles du RUF ennemis de leurs intérêts.

Ainsi, la réalité de la politique de déstabilisation organisée des sociétés africaines constituées ne fait l'ombre d'aucun doute. Contre les Etats et les mouvements animés par des dirigeants africains au nationalisme affirmé, la stratégie étrangère de domination consiste à opposer d'anciens rebelles assagis au pouvoir ou des nouveaux rebelles manipulables à satiété. Si l'UNITA angolaise est le prototype achevé d'un mouvement de libération nationale sacrifié sur l'autel des intérêts géostratégiques des nations industrielles avancées à cause de son nationalisme farouche, le Congo-Kinshasa et les pays de la région des Grands Lacs africains offrent l'exemple des rébellions choyées par l'étranger dominateur pour des considérations géopolitiques insoupçonnées.

Ainsi, de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) qui porta Laurent-Désiré Kabila au pouvoir à Kinshasa en mai 1997 au Rassemblement démocratique du Congo (RDC) et au Mouvement de libération du Congo (MLC) y compris leurs rejetons, tous en guerre pour le changement du pouvoir à Kinshasa, les mouvements rebelles congolais sont de simples pions entre les mains des ordonnateurs de la politique africaine.

Considérés comme de bons rebelles et courtisés par les maîtres du monde, ils se voient ouvrir grandes les portes des Nations-Unies et des chancelleries étrangères. Recherchés par la presse internationale, ils ont toutes les facilités pour diffuser leurs messages sur les ondes internationales. Parties à des traités avec des Etats constitués, leurs mouvements jouissent du statut de sujet de droit international. Collectivement au sein de l'Union européenne (UE) et individuellement en tant que dirigeant national de leur Etat, les gouvernants européens à l'instar de leurs homologues américains n'hésitent pas à négocier avec ces bons rebelles qui reçoivent d'eux des soutiens financiers et matériels considérables et de l'assistance technique en matière militaire

De fait, l'exécution de la politique de déstabilisation planifiée des pays africains pour une exploitation moins onéreuse de leurs ressources dans une économie mondialisée revient à des dirigeants africains, gouvernants, opposants ou rebelles au service de l'étranger dominateur.

Ces bons rebelles africains se retrouvent pris dans les mailles de réseaux complexes tissés par les dominateurs étrangers avec la complicité des gouvernants africains souvent peu conscients du rôle néfaste qu'on leur fait jouer.

Ainsi, l'Angolais Eduardo Dos Santos plus portugais blanc que noir angolais, le Namibien Sam Nujoma, l'Ougandais Yoweri Museveni, le Rwandais Paul Kagamé et le Zimbabwéen Robert Mugabe font-ils de leurs pays les bases pour la déstabilisation de l'Afrique médiane programmée par les Anglo-Saxons et les Portugais. De leurs vaisseaux mouillés, à l'Ouest dans le Golfe de Guinée, et, à l'Est dans l'Océan Indien, Américains, Britanniques et Portugais avec de gros avions-cargos

assurent ouvertement et sans gêne aucune le ravitaillement en armes, en munitions, en vêtements, en médicaments et en nourriture des soldats angolais, namibiens, ougandais, rwandais et zimbabwéens qui se battent dans les deux Congo. Au passage, les bons rebelles burundais, congolais, ougandais, rwandais et soudanais sont eux aussi secrètement servis. Selon le vieux principe chinois de politique étrangère cité en exergue, les belligérants sont aidés à s'entre-tuer pour le plus grand profit des dominateurs.

Autant des dirigeants africains auréolés de gloire comme porteurs d'un nationalisme libérateur se sont révélés être en réalité de simples agents des redoutables services secrets britanniques et travaillant contre les intérêts fondamentaux des peuples africains, autant les bons rebelles africains des temps présents ne font que le lit des dominateurs étrangers. Sur la scène politique africaine déstabilisée, ils ont la mission d'entretenir la division, la discorde, le désordre et l'insécurité propices pour l'épanouissement des affaires du capitalisme concurrentiel.

Loin de mériter de l'Afrique, les bons rebelles africains choyés par les dominateurs étrangers font plutôt honte à l'Afrique.

Atsutsé Kokouvi AGBOBLI est historien, journaliste et ancien Ministre du Togo.

(Afrique Education 05/03/2002)

No du 1 au 15 mars 2002

© Copyright Afrique Education